

GAZ DE SCHISTE

Abdelaziz Bélaïd plaide pour un débat réel sur l'économie

Le président du Front El Moustaqbal plaide pour l'ajournement de l'option de l'exploitation du gaz de schiste à l'effet de laisser place à un dialogue large impliquant tout le monde, institutions, experts, universitaires et société civile.

M. Kebci-Alger (Le Soir) - Abdelaziz Bélaïd qui faisait, hier, samedi, le tour de l'actualité nationale lors d'une conférence de presse a plaidé pour un large dialogue autour de l'exploitation ou pas du gaz de schiste.

Avec, a-t-il précisé, le gel des forages entrepris à In Salah, à l'origine d'ailleurs de la grogne généralisée des populations de la région qui, depuis des jours, manifestent avec comme point d'orgue les marches grandioses organisées jeudi dernier.

Car pour lui, le gouvernement ne devait en aucun cas prendre unilatéralement une décision aussi capitale sans avoir engagé au préalable un dialogue incluant les institutions et la société civile dans ses divers secteurs.

Surtout que, considérera-t-il, l'exploitation du gaz de schiste

«n'est pas une priorité». Pour le troisième mandat à l'élection présidentielle du 17 avril dernier, la mobilisation citoyenne dans certaines localités du sud du pays, en dépit de «certains comportements et attitudes» qu'il dit «regretter», se doit d'être perçue par le pouvoir comme une leçon quant à la «maturité» et la «qualification» du petit peuple souvent en marge des grandes décisions engageant le pays.

Prônant un débat réel sur l'économie nationale, le président du Front El Moustaqbal plaide pour une politique énergétique à même de nous épargner le genre de tensions vécues actuellement au sud du pays.

Il dira ne pas lire de «contradictions» entre le Premier ministre et le ministre de l'Energie. Un duo qui, s'il est en



Abdelaziz Belaïd.

harmonie, «ne l'est pas avec le peuple», ironisera Bélaïd.

Autre point chaud de cette vaste région du Sud, la Vallée du M'zab en proie à des tensions récurrentes. Pour Bélaïd, le conflit cache mal des «intérêts entre groupes qu'ils emballent de considérations tantôt commu-

nautaires tantôt religieuses», regrettant, au passage, «l'absence d'une réelle et sincère volonté» d'en venir à bout.

Ce dialogue, le conférencier le considérera comme étant la solution à la grave situation du pays engendrée, selon lui, par «une mauvaise gestion et une

absence caractérisée entre les institutions du pays et d'une vision prospective». D'où, poursuivra-t-il, les conflits au sein même du système qui n'autorisent point une lecture saine à l'origine des «positions extrêmes» constatées sur la scène nationale. Bélaïd qui ressassera sa revendication d'un bilan de l'action du président de la République lors de ses trois premières mandatures, revendiquera également d'en finir avec la politique rentière dont le pays est devenu prisonnier, donnant en exemple la dernière dégringolade des cours de l'or noir.

Surtout que «l'Algérie n'est plus cette force régionale» à même de contrecarrer les velléités saoudiennes et autres. Fort à propos, il dira que le gouvernement se doit de «rassurer et de tranquilliser le peuple via un dialogue sincère», car «le pays s'apprête à s'engouffrer dans une crise aiguë».

M. K.

PRA

Le parti nie l'existence d'une crise interne

«Le PRA (Parti du renouveau algérien) ne souffre d'aucune crise interne». C'est la mise au point faite hier par la nouvelle direction du parti issue du 5^e congrès tenu en juin dernier.

Boulatika Hacen, actuel secrétaire général du PRA, qualifie les dernières déclarations de Kamel Bensalem, ex-secrétaire général du parti, qui se proclame toujours responsable légitime du PRA, «de simples crises d'hystérie». Issu du congrès de 2007, Kamel Bensalem, explique M. Boulatika, a été exclu définitivement du parti en juin dernier lors d'un congrès extraordinaire.

«Son mandat arrivé à terme en mars 2012 et ne voulant pas convoquer une réunion du congrès, les deux tiers des membres du conseil national, issus du congrès de 2007, lui ont signifié un retrait de confiance en janvier puis en mai 2013, et en juin 2014 le parti a tenu un congrès extraordinaire à l'issue duquel Belmahi Lakhdar a été élu président et Boulatika Hacen secrétaire général», a expliqué l'actuel SG du PRA hier à Alger en marge d'une réunion nationale du parti.

Le 5^e congrès du parti, dit-il, «s'est tenu conformément aux lois de la République et ne souffre d'aucune anomalie, ni irrégularité». Pourquoi M. Bensalem occupe-t-il toujours le siège du bureau du parti à Boumerdès ? Selon M. Boulatika qui accuse Bensalem «d'usurpation de fonction», le parti procédera à partir de la semaine prochaine à la réorganisation de ses bureaux dans les 48 wilayas.

Ce n'est pas la première lutte interne pour le parti fondé par Nourredine Boukrouh. Le PRA a déjà connu la guerre de leadership, notamment en 2000 ou aussi en 2007 entre Kamel Bensalem et Smaïl Abderrezak.

S. A.

Le secrétaire général de l'Organisation nationale des enfants de chouhada (Onec), M. Tayeb Houari a remporté la bataille qu'il s'est opposé à ses détracteurs depuis plus d'une année. Hier, à l'occasion de la tenue du 5^e congrès de son organisation, il a été plébiscité au finish secrétaire général pour un mandat de cinq années.

Abder Bettache - Alger - (Le Soir) - Le plébiscite de Tayeb Houari par les congressistes a eu lieu en présence de plusieurs personnalités politiques, dont le SG du FLN, du SG de l'UGTA, du ministre Amara Benyoune qui est, par ailleurs, secrétaire général du MPA, des premiers responsables des scouts, de l'UNFA, du SG de l'Onem Saïd Abadou et du représentant du ministère des Moudjahidine.

Lors de son intervention devant les congressistes et ses invités, le secrétaire général sortant de l'Onec a interpellé les enfants de chouhada «pour faire face à toutes les tentatives portant déstabilisation de notre pays». «Vous êtes les dignes héritiers de vos parents

chouhada qui ont payé de leur vie pour que ce pays très cher à nous recouvre son indépendance.

C'est à vous d'être en première ligne et prendre sa défense comme l'ont fait vos parents», a indiqué Tayeb Houari. Des propos que développera à son tour le secrétaire général du FLN.

En effet, M. Amar Saâdani a haussé le ton en déclarant que «des complots sont fomentés contre l'Algérie». «Je ne suis pas un diplomate. Je suis un politique et ce que je dis est réel. Cette affaire de manifestations dans le Sud n'est pas fortuite.

Elle est orchestrée et montée de toutes pièces par ceux qui veulent voir l'Algérie devenir la Syrie, la Libye ou encore l'Egypte. Il faut faire la part des choses entre les différentes revendications. Il faut déjouer le complot», a martelé à plusieurs reprises le secrétaire général du FLN.

Pour rappel, une crise avait éclaté au sein de l'Onec où deux ailes se disputaient la direction de l'Organisation. L'aile dissidente, conduite par Hadj Mokhtar Abdelkader, qui ne reconnaît plus à Tayeb Houari la qualité de secrétaire général, lui dénie le droit de parler au nom de l'Organisation.

5^E CONGRÈS NATIONAL DE L'ONEC

L'intérieur valide l'option Tayeb Houari



Tayeb Houari.

Toutefois, le congrès que comptait organiser son aile (Hadj Abdelkader Mokhtar), il y a de cela une année, n'a pas eu lieu. Les quelque 900 délégués qui s'étaient donné rendez-vous à l'hôtel Mazafran de Zéralda n'ont même pas pu accéder à la salle des réunions où devaient se dérouler les travaux et cela, faute d'autorisation du ministère de l'Intérieur.

Un refus confirmé par Hadj Abdelkader Mokhtar : «Nous n'avons pas obtenu l'autorisation pour tenir ce congrès et ce sera au conseil national de décider des

suites à donner», dira-t-il à ses partisans.

Auparavant, c'était l'autre aile, celle de Tayeb Houari qui, elle non plus, n'a pu obtenir cette autorisation pour la tenue d'un congrès. Ce qui a laissé la crise ouverte jusqu'à la tenue du congrès de ce dimanche 17 janvier 2015.

Selon des analystes, l'Onec fait l'objet d'un conflit entre le secrétaire général sortant, Tayeb Houari, et le chef du groupe parlementaire du FLN au Sénat et membre du bureau politique, Abdelkader Zehali.

A. B.